

Déclaration de la fédération SUD éducation

Ce CSE de rentrée est pour notre organisation syndicale, SUD éducation, l'occasion de faire un premier bilan après une année scolaire durant laquelle les personnels de l'éducation se sont largement mobilisés, d'abord dès le mois de novembre pour la Justice Sociale avec le mouvement des Gilets Jaunes, puis dans la seconde partie de l'année contre la loi Blanquer et les réformes des lycées. Les heures d'information syndicale et les Assemblées Générales qui se sont tenues à la rentrée montrent que les vacances d'été n'ont pas entamé la détermination des collègues à se mobiliser.

Ils et elles seront dans la rue le 24 septembre pour une première journée de mobilisation et de grève contre la réforme des retraites. Les personnels ne sont pas dupes : ils savent que d'un côté le gouvernement les oblige à travailler plus longtemps en baissant les pensions pendant que de l'autre côté les cadeaux fiscaux au patronat coûtent des milliards d'euros.

Ils et elles seront également mobilisé-e-s les 20 et 21 septembre pour la justice environnementale. Pour les personnels de l'éducation nationale, il y a urgence à entamer une véritable transformation écologique à cent mille lieues du « greenwashing » que nous vend le gouvernement. Le monde de l'éducation a toute sa place dans cette transformation. Les personnels de l'éducation revendiquent une politique volontariste du ministère sur les questions environnementales : avec des enseignements qui intégreraient les questions écologiques, des mesures pour réduire la consommation énergétique, des outils pour diminuer les déchets et favoriser leur recyclage, la prise en charge des risques environnementaux et des plans de désamiantage, le renforcement des filières locales et bio dans la restauration scolaire...

Pour les personnels, la question environnementale est indissociable de celle des conditions de travail. La mobilisation pour la justice climatique est une mobilisation pour un partage plus juste des richesses et pour la défense du bien commun. Les personnels s'opposent à cette économie de marché dévastatrice et aspirent à plus de solidarité et d'égalité.

C'est pourquoi les personnels revendiquent l'arrêt de cette politique libérale mise en œuvre par le ministère de l'Éducation nationale aussi bien dans la gestion des personnels que dans la politique éducative. À la rentrée 2019, les personnels enseignants non-titulaires ont été malmené-e-s dans de nombreuses académies, sans contrat à la rentrée alors que dans les écoles, les collèges et les lycées, les besoins sont nombreux. Les personnels AESH n'ont pas signé les contrats de 3 ans prévus par la nouvelle circulaire et sont soumis à encore plus d'arbitraire avec les PIALs. Aux bas-salaires subis par toute une partie des personnels de l'Éducation nationale s'ajoutent des dispositions réglementaires induites par le statut de contractuel de la Fonction Publique qui précarisent particulièrement les personnels.

Enfin, le service public d'éducation est encore dégradé en cette rentrée par l'application de l'ensemble des réformes mises en place par le gouvernement :

Dans les lycées : les enseignements généraux sont réduits à peau de chagrin en lycée professionnel, les lycées généraux et technologiques sont désorganisés, les parcours individualisés à outrance, les enseignant-e-s ne savent toujours pas quels seront les contenus du grand oral ni comment se dérouleront les épreuves terminales du mois de mars.

L'application à marche forcée et dans la précipitation met les personnels et les élèves en difficultés.

Dans les écoles, la scolarité obligatoire dès 3 ans qui est un leurre puisque 98% des élèves sont déjà scolarisé-e-s en maternelle, outre qu'elle entraîne un financement accru des écoles privées, aura un impact conséquent sur l'organisation des écoles.

Quant aux évaluations nationales en CP et CE1, mal conçues, elles ne sont pas un outil au service des enseignant-e-s ni de leurs élèves, mais représentent un véritable dessaisissement pédagogique et organise la mise en concurrence des écoles.

De même, avec 3500 suppressions de poste et aucun moyen supplémentaire, ce sont les écoles et

les établissements situés en éducation prioritaire qui subissent les effets les plus violents de la politique libérale du gouvernement.

Pour SUD éducation, il faut impérativement adopter une autre politique éducative, donner des moyens à l'école pour baisser le nombre d'élèves par classe, recruter des personnels à hauteur des besoins et donner une vraie place aux acteurs et aux actrices de la communauté éducative dans la définition du système éducatif.

éducation
SUD

Union
syndicale
Solidaires